

de six produits pharmaceutiques d'ordonnance qui contiennent dans des proportions déterminées des antibiotiques et d'autres médicaments. J'ai demandé au ministre si l'on avait pris des mesures pour interdire la vente de ces médicaments sur le marché canadien.

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur l'Orateur, j'appellerai de nouveau l'attention de l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social sur cette question. Aucun renseignement ne m'a été communiqué à ce sujet.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE BIAFRA—LE CHANGEMENT D'ATTITUDE DU NIGÉRIA

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. Le premier ministre ayant déclaré que le chef Awolowo était disposé à rencontrer les Bia-frais sans conditions préalables, doit-on en conclure que le Nigéria ne soutient plus que seule la reddition du Biafra rétablira la paix?

L'hon. Paul Hellyer (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, les nouvelles sur ce point et sur d'autres questions connexes ne sont pas complètes. Mon honorable ami admettra peut-être qu'il vaudrait mieux attendre le retour du premier ministre à la Chambre. Il désirera certainement faire une déclaration et répondre aux questions, alors qu'il possédera beaucoup plus de détails que nous n'en avons actuellement.

L'AIDE EXTÉRIEURE

LE BIAFRA—L'ACCROISSEMENT DES SECOURS

M. David MacDonald (Egmont): Une question complémentaire. Comme on dit aussi que le premier ministre a donné ordre à des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures de s'entretenir à Londres avec les représentants du Biafra, en vue de pourparlers éventuels de paix, nos représentants discuteront-ils aussi de la possibilité d'accroître nos mesures de secours ou d'en amorcer de nouvelles, assorties de services de transport assurés par le gouvernement?

L'hon. M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, j'imagine que les entretiens ne se borneront pas à une seule question, mais je crois qu'en ce cas également, il vaudrait mieux que nous attendions le compte rendu complet des fonctionnaires qui participent aux entretiens.

[Français]

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Henri Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Dirait-il à la Chambre s'il prétend que la situation économique s'améliorera au Québec en 1969? Prévoit-il que des progrès substantiels relativement aux investissements étrangers se produiront au Canada et surtout au Québec?

M. l'Orateur: J'ai l'impression que la question, telle que posée par l'honorable député, est beaucoup trop générale. Elle invite un représentant du gouvernement à faire une déclaration de politique générale et je crois qu'une telle déclaration devrait normalement être faite à l'appel des motions.

[Traduction]

LES CÉRÉALES

LES PAIEMENTS AUX AGRICULTEURS POUR LE CONDITIONNEMENT DU BLÉ

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Comme les spécialistes estiment qu'une bonne partie des 400 millions de boisseaux de grain humide entreposé se gâtera à l'approche du printemps, à cause de la lenteur du conditionnement, le gouvernement songe-t-il à verser un paiement direct, au boisseau, aux agriculteurs qui procèdent au conditionnement, ce qui épargnerait ainsi à notre économie des pertes massives?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas la prémisse que grande partie des 400 millions de boisseaux de grain se gâteront.

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, pour satisfaire ma curiosité, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. A-t-il obtenu du premier ministre la permission de venir à la Chambre aujourd'hui, alors que ce n'est pas son jour? (*Exclamations*)

LES CÉRÉALES

LES DÉGRÈVEMENTS POUR L'ACHAT DE SÉCHOIRS

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, en raison de la réponse faite aujourd'hui par le ministre de l'Agriculture, dont je le remercie, j'aimerais lui poser une question. Étant donné qu'un certain nombre de compagnies d'élevateurs sont maintenant disposées à faire les dépenses nécessaires